

Jugement CIV3 N°060 du 06 Novembre 2006

Jugement CIV3 N°060 du 06 Novembre 2006 Dame MENSAH Tétégan
(Me ATINDEHOU)/C/SOCIETE ECOBANK-BENIN
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU
TROISIEME CHAMBRE CIVILE MODERNE JUGEMENT DE DEFAULT
N°60/06–3e C.Civ du 06 Novembre 2006

Rôle Général N°04-2005

----- Dame MENSAH Tétégan

(Me ATINDEHOU)/C/SOCIETE ECOBANK-BENIN Objet: Dommages-Intérêts COMPOSITION

PRESIDENT : Monsieur DEGUENON Gervais

MINISTERE PUBLIC : Monsieur Onésime MADODE

GREFFIER : Maître Gabriel AMOUSSOUVI

DEBATS : le 19 Juin 2006 en audience publique

Jugement de défaut ;

Prononcé le 06 Novembre 2006 en audience publique. PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE : Madame MENSAH Tétégan, demeurant et domiciliée au carré 808 Aidjedo-Cotonou, ayant pour
Conseil Gilbert ATINDEHOU, Avocat à la Cour ;

DEFENDERESSE : SOCIETE ECOBANK-BENIN, dont le siège social est sis à Cotonou , rue Gouverneur BAYOL, prise
en la personne de ses représentants légaux demeurant et domiciliés es-qualité audit siège, où étant LE TRIBUNAL
Vu les pièces du dossier ;

Où la demanderesse en ses déclarations, moyens fins et conclusions ;

Où le ministère Public en son réquisitoire ;

Nul pour la défenderesse ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Par exploit en date à Cotonou du 31 Décembre 2004, dame MENSAH Tétégan a attrait par devant le Tribunal de céans
statuant en matière civile moderne la société ECOBANK-BENIN pour s’entendre :

-Dire et juger que la résistance de l’ECOBANK-BENIN à la désintéresser au plus tôt est abusive ;

-Condamner en conséquence la société ECOBANK BENIN à lui payer à titre de dommages-intérêts la somme de F CFA
(900 000 000) neuf cent millions pour toutes causes de préjudices confondues ;

-La condamner aux dépens ;

Attendu qu’à l’appui de ses prétentions, dame MENSAH Tétégan expose :

Qu’à la suite d’une transaction intervenue entre elle et Monsieur SEON HOON KOOK , un chèque certifié
d’un montant de 83 000 000 F CFA fut émis à son profit ;

Qu’elle s’est rapprochée de la société ECOBANK-BENIN pour obtenir paiement du montant dudit
chèque ; mais à sa surprise, cette dernière lui oppose un refus catégorique prétendant que la police Interpol Bénin a fait
opposition au paiement ;

Que devant ces agissements de la société ECOBANK-BENIN, elle fut obligée de faire pratiquer saisie-arrêt de sa
créance entre les moins de ladite banque, suivant exploit en date du 27 Août 1993 ;

Que suivant jugement contradictoire n°162 du 05 Mai 1994 le Tribunal de Première Instance de Cotonou, statuant en
matière commerciale, a ordonné mainlevée de l’opposition pratiquée ;

Que c’est beaucoup plus tard que la société ECOBANK-BENIN s’est exécutée ;

Qu’il y a lieu de relever en raison de la résistance abusive de la société ECOBANK-BENIN, qu’elle a subi
d’énormes préjudices financiers liés non seulement à la dévaluation de Francs CFA, mais également à la
spéculation opérée par ECOBANK-BENIN sur le montant de ladite somme pendant plusieurs mois en fraude de ses
droits ;

Qu’elle même, de ce fait n’a pu honorer ses engagements vis-à-vis de ses créanciers ;

Que le préjudice souffert du fait de la résistance abusive de l’ECOBANK-BENIN ne saurait être évalué à moins
de neuf cent millions (900 000 000) de francs CFA ;

Attendu que la défenderesse bien que régulièrement assignée, n’a pas cru devoir comparaître ou se faire
représenter pour présenter ses observations, que le jugement à intervenir sera par défaut à son égard ; LES MOTIFS DE
LA DECISION

Attendu que la demanderesse sollicite de dire et juger que la société ECOBANK-BENIN lui a opposé une résistance
abusive et en conséquence, la condamner à lui payer la somme de (900 000 000) neuf cent millions de francs CFA à titre
de dommages-intérêts et pour toutes causes de préjudices confondues ;

Attendu que la société ECOBANK BENIN bien qu’assignée, ne s’est pas présentée, n’a
développé aucun moyen par personne interposée ;

Qu’il y a lieu de faire droit à toutes les demandes de dame MENSAH Tétégan, mais en arbitrant les dommages à
l’analyse des pièces versées au dossier à (120 000 000) cent vingt millions de francs CFA ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut en matière civile moderne et en premier ressort ;

EN LA FORME

Reçoit l’action de dame MENSAH Tétégan ;

AU FOND

Dit que la résistance de l'ECOBANK-Bénin à désintéresser au plus tôt dame MENSAH Tétégan est abusive ;
Condamne en conséquence la société ECOBANK-BENIN à payer à dame MENSAH Tétégan à titre de dommages intérêts la somme de (120 000 000) cent vingt millions de FCFA et ce pour toutes causes de préjudices confondus ;
Condamne la société ECOBANK-BENIN aux dépens-
Délai d'appel : 02 mois.ONT SIGNE
LE PRESIDENT LE GREFFIER